



EAU ET ASSAINISSEMENT POUR L'AFRIQUE

Forum de Haut Niveau sur l'Eau et
l'Assainissement - Abidjan 2013

Communiqué final

Abidjan, Côte d'Ivoire, 21 novembre 2013

Agence Intergouvernementale Panafricaine

Bénin
Burkina Faso
Burundi
Cameroun
Cote d'Ivoire

Cote d'Ivoire
Djibouti
Ethiopie
Gabon
Guinée

Guinée
Guinée Bissau
Kenya
Libéria
Mali

Mali
Mauritanie
Mozambique
Niger
Nigeria

Rwanda
Sénégal
Sierra Léone
Soudan
Soudan du Sud

Togo
Zimbabwe

Nous, participants à la 3ème édition du Forum de Haut Niveau sur l'Eau et l'Assainissement pour tous en Afrique, tenue à Abidjan, en Côte d'Ivoire du 21 au 23 Novembre 2013, sur le thème de la «Promotion d'une Coopération vivante et efficace entre les pays du Sud pour accélérer l'accès à l'hygiène, l'assainissement et l'eau pour tous en Afrique», composés de ministres, de représentants de collectivités territoriales, d'institutions régionales et internationales, du secteur privé, d'organisations de la société civile, de partenaires au développement, d'universités, de chercheurs et des médias;

- ~ avons évalué de façon critique les potentialités et possibilités offertes à travers la coopération sud-sud pour une croissance accélérée dans le secteur de l'eau et de l'assainissement de l'Afrique;
- ~ reconnaissons l'impact significatif de la coopération avec le nord et le fait que la coopération nord-sud demeure un des piliers du développement du secteur de l'eau et de l'assainissement de l'Afrique;
- ~ avons partagé les leçons tirées d'exemples de pratiques réalisables de divers partenaires du Sud venant de pays à économies émergentes;
- ~ sommes convaincus de la contribution positive des différents modèles économiques innovants pour le développement du secteur de l'eau et de l'assainissement;
- ~ sommes conscients du niveau de pauvreté actuel de nombreux Africains, des défis et goulots d'étranglement qui entravent l'accélération de l'accès à l'eau et à l'assainissement en Afrique;
- ~ sommes engagés dans la promotion d'un changement de paradigme sur la dépendance vis-à-vis de l'aide et de la recherche de mécanismes de financements novateurs pour résoudre les problèmes de l'eau et de l'assainissement en Afrique;

Avons convenu des conclusions suivantes:

De la coopération triangulaire

1. Dans le renforcement de la coopération Sud-Sud ou Nord-Sud, plus d'importance devrait être accordée à la qualité de l'aide de sorte que l'Afrique ne demeure pas un réceptacle de technologies et approches obsolètes et non-durables. Pour cela, les gouvernements devraient s'impliquer davantage et investir dans la recherche et le développement d'approches et de technologies novatrices.

2. Les gouvernements Africains doivent être à l'affût de moyens d'amélioration des normes des technologies d'assainissement au bénéfice des populations. Quel que soit son milieu d'habitation – rural ou urbain-chaque citoyen mérite d'avoir des technologies modernes
3. Il est démontré que l'Assainissement Basé sur la Demande présente un potentiel dans la résolution des problèmes d'assainissement sur le continent. Cependant, il est également admis que l'existence de lacunes et d'obstacles rendant difficile la mise à l'échelle des approches. Dès lors, nous recommandons que les pays procèdent à un examen critique des contraintes qui entravent la mise à l'échelle de telles approches et mettent en œuvre les actions correctives idoines.
4. Nous recommandons que les gouvernements Africains révisent les politiques qui tendent à limiter la participation du secteur privé dans l'approvisionnement en eau et assainissement, et en même temps améliorent la coordination du secteur public, renforcent les normes et adhèrent aux systèmes nationaux d'inclusion afin que les pauvres ne soient pas privés d'un accès à l'eau et l'assainissement.

Des opportunités d'affaires et de financement entre l'Afrique et les partenaires du Sud

5. La dépendance à l'aide et la charité n'est pas une solution pour accélérer l'accès à l'eau et à l'assainissement. Et les Africains démonstrent leur motivation à payer pour des services d'eau et d'assainissement de qualité. A ce titre, plus d'efforts doivent être déployés pour explorer des sources de financement innovantes, même de nature commerciale, pour appuyer la mise en œuvre de projets d'envergure pour la fourniture de services de qualité.
6. Le réel potentiel des Petites et Moyennes Entreprises (PME) en Afrique n'est pas suffisamment exploité. Afin de réaliser cet objectif, les gouvernements devront accompagner les efforts de développement des PME, y compris l'exploration de financement innovants et les mécanismes de transfert de technologies contribuant à améliorer leurs services.
7. L'Afrique a encore beaucoup de marge pour tirer profit des opportunités d'affaires qui existent dans l'assainissement. Nous convenons qu'il faut des efforts renouvelés pour explorer les différents modèles d'affaires des pays du Sud et aussi les bonnes expériences de l'Afrique telles que le projet de structuration du marché de boue de vidange à Dakar. Nous soulignons aussi l'importance que ces modèles doivent s'axer sur la réduction et le recouvrement des coûts, le recyclage et la réutilisation des déchets.
8. Il est connu que des opportunités de financement existent auprès des banques du Sud et même au niveau des banques commerciales pour le secteur de l'eau

potable, l'hygiène et l'assainissement. Nous avons donc convenu de promouvoir le développement de modèles d'affaires innovants pour attirer le financement provenant de telles sources. A ce titre, les gouvernements devront jouer un rôle de facilitation pour s'assurer que les intérêts des investisseurs et consommateurs sont respectés.

9. Nous recommandons que les compagnies d'eau et les investisseurs tirent davantage profit des polices d'assurance novatrices pour partager les risques sur les investissements.

Du Fond d'Appui aux Initiatives d'Eau et d'Assainissement (FAI/EA)

10. Le Fond d'Appui aux Initiatives d'Eau et d'Assainissement est une initiative brillante qui doit être ouvert à tous les pays Africains et appuyé par tous les gouvernements pour garantir son efficacité . Nous recommandons toutefois que EAA intensifie l'engagement des parties prenantes au Fond par la promotion, l'appropriation l'intérêt et la transparence.
11. Puisque de telles initiatives ont pour objectif d'impliquer le secteur privé dans l'agenda d'eau et d'assainissement en Afrique, le FAI/EA devra compléter et renforcer ces initiatives en cours.
12. Les pays membres de EAA doivent démontrer un engagement ferme et un appui fort dans le financement de cette initiative afin d'exploiter pleinement le potentiel qu'il présente.

De la question de durabilité dans le secteur de l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement

13. Il est prouvé qu'une proportion importante des installations d'eau et d'assainissement fournis dans le cadre des différents projets n'atteignent pas leur durée de vie potentielle en Afrique. Il en va de même pour certaines approches de projet et programmes à faible portée dans le temps . Cela a induit un gaspillage de ressources alors que des millions de personnes n'ont toujours pas accès à l'eau et aux services d'assainissement de base. Les pays africains devraient donc aller au-delà les approches fragmentaires et explorer des approches novatrices et financièrement viables, y compris la participation privée et les modèles d'affaires structurants.

Du Partage de connaissances et du renforcement des capacités

14. Il n'est pas nécessaire de tout réinventer dès lors qu'il y a des possibilités d'adapter les connaissances existantes sur l'eau et l'assainissement qui répondent aux besoins de l'Afrique. L'Afrique doit donc aller au-delà l'expérimentation d'approches et de technologies et exploiter les connaissances disponibles dans d'autres pays du Sud qui peuvent être facilement adaptées à l'environnement local.

15. Diverses institutions, publiques et privées des pays du Sud ont développé des connaissances approfondies dans la prestation de services d'eau et d'assainissement. Il faut donc intensifier les partenariats et la coopération entre ces institutions du Sud pour des opportunités d'affaires et des prestations de services plus efficaces.

De la Tenue du Forum de Haut Niveau sur l'Eau et l'Assainissement pour Tous

16. Le Conseil des Ministres a décidé de la tenue de la 4^{ème} et de 5^{ème} édition du Forum de Haut Niveau sur l'Eau et l'Assainissement pour Tous en Afrique, respectivement au Cameroun et en Ouganda.

De l'Après-2015

17. Nous soulignons la nécessité d'avoir un objectif de l'Agenda du Développement de l'Après 2015 dédié à l'eau et l'assainissement afin d'atteindre un accès universel aux services d'ici 2030 avec un accent sur la fin de la défécation à l'air libre, la fourniture de services d'HAEP à chaque ménage, chaque école et chaque centre de santé. A ce titre, nous recommandons un plaidoyer intensif et urgent de la part de nos Chefs d'Etat pour souligner cet aspect comme la position de l'Afrique dans l'Agenda de l'après 2015 qui sera adopté en Janvier 2014 au sommet des chefs d'Etat.

18. Enfin nous adressons nos sincères remerciements et notre gratitude à son Excellence Alassane Ouattara, Président de la République de Côte d'Ivoire pour le patronage du Forum de haut Niveau, nos remerciements à son Excellence Daniel Kablan Duncan, Premier Ministre de la République de Côte d'Ivoire, au Gouvernement et Peuple ivoiriens d'Ivoire, pour l'accueil et l'organisation de la 3^{ième} édition du Forum de Haut Niveau sur l'Eau et l'Assainissement pour Tous en Afrique.

Fait à Abidjan le 23 Novembre 2013